

# Depuis Columbia University, journal d'une dictature

<https://aoc.media/opinion/2025/03/18/depus-columbia-university-journal-dune-dictature/>

Par **Thomas Dodman**

HISTORIEN

« Les universités sont l'ennemi », annonçait le vice-président J. D. Vance. Dans le cœur du viseur, l'université new-yorkaise Columbia, qui fait l'objet d'une coupe massive de subventions au prétexte de son inaction contre un antisémitisme exprimé durant les manifestations pro-palestiniennes – et instrumentalisé de manière particulièrement brutale, pour autoriser des descentes de police à la recherche d'étudiants étrangers, et même en arrêter certains. L'heure est grave.

## Vendredi 7 Mars

La nouvelle tombe dans l'après-midi : le gouvernement supprime 400 millions de dollars de subventions à l'Université de Columbia. On s'y attendait, étant depuis longtemps dans le collimateur des Républicains et de leur plan de gouvernance *Project 2025*. On ne s'attendait pas à une telle somme : un tiers des financements publics que reçoit l'institution (privée, certes, mais dont le budget opérationnel repose pour un quart environ sur des fonds fédéraux). Cet argent finance essentiellement des programmes de recherche et des bourses dans les sciences naturelles et médicales.

Le prétexte pour les suppressions est simple : Columbia ne fait pas assez pour protéger ses étudiants juifs contre l'antisémitisme sur le campus. En effet, l'obtention des fonds publics est liée au respect de normes antidiscriminatoires

mises en place par le Civil Rights Act suite au mouvement contestataire lors des années 60. L'ironie est cruelle : un gouvernement ouvertement anti-diversité se sert de lois visant à protéger les minorités dans sa croisade contre l'université et le multiculturalisme que celle-ci promeut à ses yeux. Il n'empêche, ces mesures prises par l'administration Trump sont illégales, dans la mesure où elles sont décidées arbitrairement, en amont d'une procédure administrative et d'une enquête qui pourrait éventuellement décider si oui, ou non, il y a eu entrave et donc sanction justifiable.

Si le gouvernement se place d'emblée hors-la-loi et décide de passer en force, c'est qu'il tient depuis un an l'administration de Columbia par la gorge avec cette histoire d'antisémitisme. L'an dernier, l'alors présidente Minouche Shafik s'est pliée en excuses devant une commission guet-apens au Congrès, concédant le terrain du débat idéologique et laissant s'installer l'idée que des étudiants qui protestent pacifiquement contre le bombardement de civils à Gaza soutiennent nécessairement le Hamas (pour faire preuve de bonne volonté elle les fait arrêter par la police, là aussi court-circuitant les règles internes de gestion de la vie universitaire). Face à l'annonce du gouvernement, sa successeure par intérim, Katrina Armstrong, qui pourtant essaye depuis septembre d'apaiser les esprits en renouant le dialogue sur le campus, emboîte le pas : Columbia va redoubler d'efforts contre l'antisémitisme et coopérer avec le gouvernement, écrit-elle au soir à toute la communauté.

## **Samedi 8 mars**

Journée apparemment calme ; courses du samedi au marché, ménage, copies à corriger, cours à préparer, livre à écrire. Un semblant de routine. On se dit que 400 millions, ça va faire mal, mais qu'une université assise sur un fonds d'investissement de plus de 15 milliards de dollars – même s'ils sont pour la plupart bloqués – saura s'en sortir.

C'est la nuit tombée que tout bascule, que le régime montre ses couleurs. Les portables s'allument, affichent des messages alarmants : il y a des agents de l'ICE (United States Immigration and Customs Enforcement, la police des frontières créée après les attentats du 11 septembre) dans les dortoirs. Ils sont en civil mais armés, n'ont pas de mandat d'arrêt et déjouent les vigiles de la sécurité pour

pénétrer dans des résidences en marge du campus. Ils agissent dans l'illégalité, montent dans les étages, cherchent des étudiants. Combien sont-ils ? Qui cherchent-ils ? Combien de personnes arrêtent-ils ? Le doute me saisit : les deux types louches qui sont venus à la toute fin d'une projection sur la révolution soudanaise que j'animais jeudi soir, restant à peine dix minutes, rivés à leurs téléphones et oreillettes, et s'éclipsant alors que je m'apprêtais à leur demander ce qu'ils faisaient là – qui étaient-ils ? La nuit sera longue, la peur gagne les esprits.

## Dimanche 9 mars

La nouvelle tombe dans la matinée : ils ont ravi Mahmoud Khalil hier soir, lorsqu'il rentrait chez lui, dans une résidence universitaire, avec sa femme après l'*iftar*, la rupture du jeûne. Deux hommes l'interpellent dans le hall de son immeuble, le menottent, lui disent qu'un juge a révoqué son visa (alors qu'il a une carte verte), l'emportent de force devant les yeux de sa femme, enceinte, qui filme les derniers instants de la scène. Mahmoud Khalil disparaît dans la nuit. Vers 4h du matin il est dans un centre de détention de l'ICE dans le New Jersey. Mais quand sa femme s'y rend pour essayer de le retrouver, on lui explique qu'il n'est plus là. Son avocat non plus ne sait pas où il est. Mahmoud Khalil a disparu.

Aucun mandat d'arrêt n'a été émis contre lui ; il n'est accusé de rien ; le gouvernement l'a ravi.

Mahmoud Khalil est coupable par avance car il est l'un des porte-paroles du mouvement étudiant en soutien à la population gazaouie qui manifeste sur le campus de Columbia depuis octobre 2023. Il ne cherche pas à se cacher, se retrouve régulièrement à la table des négociations avec l'administration universitaire. Il n'a d'ailleurs rien à se reprocher : on ne lui connaît aucun propos injurieux et s'il est dans les campements solidaires qui s'installent sur le campus en avril 2024, réclamant que l'université se désinvestisse d'entreprises qui financent la guerre à Gaza, il ne participe pas à l'occupation de Hamilton Hall.

Pourtant, il subit depuis une campagne de diffamation en ligne et sur la voie publique, où un camion circule dans le quartier affichant sur un écran géant son visage, parmi d'autres, avec l'inscription « Antisémite » (une pratique de délation nommée « *doxing* »). Il se sait suivi et surveillé, sollicite à plusieurs reprises l'aide

et la protection de l'administration universitaire. Depuis plusieurs jours des agitateurs, parmi lesquels Shai Davidai, professeur à la Business School de Columbia, réclament ouvertement sur les réseaux sociaux son arrestation et sa déportation.

Mais le déporter où, au fait ? Mahmoud Khalil est né dans un campement de réfugiés palestiniens en Syrie. Sa famille vient de la région du lac de Tibériade, d'où elle a été expulsée *manu-militari* avec 750 000 autres palestiniens lors de la Nakba de 1948. Il est marié à une citoyenne américaine, est un résident permanent aux États-Unis. Il est chez lui, ici. En décembre dernier, je l'écoute chanter dans une chorale, fraîchement diplômé, fez sur la tête et sourire aux lèvres. Dans un mois il sera papa.

## **Lundi 10 mars**

Mahmoud Khalil a été transféré dans la nuit vers un centre de détention de l'ICE en Louisiane, à plus de 2000 km de New York. Son avocat réussit enfin à lui parler au téléphone. Le gouvernement s'explique enfin sur ses actions : Khalil « mène des activités alignées sur le Hamas, un groupe terroriste », et va donc avoir sa carte verte révoquée. C'est absolument faux, mais le secrétaire d'État, Marco Rubio, invoque un alinéa méconnu de l'Immigration and Nationality Act (INA) de 1952, qui autorise le gouvernement à déporter tout immigré légal dont l'action « pourrait avoir des conséquences adverses sur la politique étrangère des États-Unis ». Nouvelle ironie : cette loi a été mise en place en plein maccarthysme et vise alors des intellectuels juifs ayant fui le nazisme mais dont on se méfie des sympathies pro-soviétiques... Avec son élégance habituelle, le président Donald Trump ironise aussi, postant sur son compte X une photo de Mahmoud Khalil et l'inscription : « Shalom Mahmoud », comme à vouloir faire un cadeau à son grand ami Benyamin Netanyahou. « Il y en aura d'autres », ajoute le 47<sup>e</sup> président de la plus ancienne démocratie au monde.

À Columbia, un vent de panique sur le campus : de nombreux étudiants ne veulent plus venir en cours, craignant pour leur sécurité. Nombre d'entre eux ont manifesté, ou alors sont ici sur des visas. Les questions s'empilent : les agents de l'ICE ont-ils le droit de pénétrer sur le campus sans mandat ? (Non.) Que vaut ma propre carte verte ? Que fait l'université pour nous protéger ? Pourquoi les communiqués de la

présidence ne mentionnent-ils pas le nom de Mahmoud Khalil ? Ne fallait-il pas le protéger, lui aussi ? Pourquoi et comment coopérer avec un gouvernement qui se place ouvertement hors la loi ?

Au soir, surprise : un juge de l'État de New York bloque la déportation de Mahmoud Khalil, sommant le gouvernement de s'expliquer de ses actions. Une double bataille légale s'ouvre alors. Sur le fond de la question, entre d'un côté le Premier Amendement de la Constitution, qui garantit la liberté de parole à toute personne sur le sol américain, et donc protège les opinions politiques de Mahmoud Khalil (comme, par ailleurs, celles de tous ceux qui l'accusent sans fondement d'antisémitisme) ; et « l'opinion personnelle » du secrétaire d'État, dont dépend l'ouverture de la procédure de déportation prévue par l'INA. Et sur le lieu où la question sera tranchée, le juge et l'avocat de Mahmoud Khalil réclamant son retour à New York, pour que son cas soit examiné là où il a été ravi, alors que le gouvernement souhaite que cela se fasse en Louisiane, lieu de sa détention et où les tribunaux sont acquis aux Républicains.

La crise va vite devenir constitutionnelle.

## **Mardi 11 mars**

La société civile se mobilise : à l'appel de nombreuses associations dont l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU), une grande manifestation a lieu devant les locaux du ministère de la Justice à New York, réclamant la libération de Mahmoud Khalil.

À Columbia, des professeurs organisent une conférence de presse dénonçant l'action des agents de l'ICE et implorant le conseil d'administration de l'Université de réagir plus vigoureusement que par des communiqués évasifs. L'accès au campus, verrouillé depuis plus d'un an, est limité à trois points d'accès afin de redistribuer les vigiles dans les dortoirs dont il faut sécuriser l'accès. Il faut protéger nos étudiants des forces du désordre. Les réunions de crise s'enchaînent. Impossible de faire cours. On passe nos journées à essayer de rassurer les étudiants, se rassurer soi-même, parler aux journalistes pour expliquer ce qui se passe.

Dans un petit rassemblement d'étudiants qui manifestent en silence contre les raids des agents fédéraux, on lit sur une pancarte : « *Spring is coming, ICE will melt* ».

## **Mercredi 12 mars**

Uptown, au centre médical de l'université, les premiers avis d'arrêts de travail et de cessations de paiement ont commencé à tomber loin des caméras. Des centaines de chercheurs dont les laboratoires ont perdu les financements fédéraux sont sommés d'interrompre leurs travaux, de rentrer chez eux. Pour les plus précaires, ceux qui ne pourront payer leur loyer à la fin du mois, c'est la fin de leurs carrières. En quelques jours, le National Institute of Health (NIH) a annulé 232 subventions qui irriguent la recherche médicale à Columbia. Des instituts entiers, comme le grand Centre de recherche contre le cancer, cessent de fonctionner. Des gens vont mourir.

La nouvelle commence à circuler dans la journée : le gouvernement prépare un nouveau *travel ban* comme celui de 2017, suspendant totalement ou partiellement l'octroi de visa aux ressortissants d'une quarantaine de pays. Impression de déjà vu, en pire.

Lui n'a jamais peur du pire : dans une conférence de presse à la Maison Blanche, le président Trump explique que le sénateur démocrate Chuck Schumer « n'est plus un Juif. Il est devenu un Palestinien ». Les lignes de partage sont claires.

## **Jeudi 13 mars**

La journée commence mal et sera longue.

L'université annonce l'issue des procédures disciplinaires prises à l'encontre d'étudiants impliqués dans l'occupation de Hamilton Hall au printemps dernier. Les sanctions sont lourdes, allant de suspensions de longue durée et la révocation temporaire de diplômes à l'exclusion pure et simple. L'université ne fournit pas plus de détails, mais on parle d'une vingtaine d'étudiants sanctionnés, dont le président du syndicat des étudiants doctorants (avec lequel l'administration doit, comme par hasard, ouvrir les négociations pour une nouvelle convention collective dans les jours à venir). Les appels de la présidence à l'union sonnent creux. L'impression est que Columbia sacrifie à nouveau ses étudiants sur l'autel du gouvernement.

Mais l'ogre de Washington est insatiable et dans la soirée il assène un nouveau coup : une lettre en forme d'ultimatum à l'université, lui intimant de se conformer à

neuf mesures avant mercredi 19 comme préalable à toute négociation sur les coupes des financements publics (coupes illégales et que l'université peut contester au tribunal). Parmi celles-ci, l'université doit sanctionner tous les manifestants sans passer par un conseil de discipline, interdire le port de masques et autres façons de se couvrir le visage (avec un keffieh, par exemple), surveiller toutes associations étudiantes considérées comme dangereuses, aligner sa politique d'admission sur les critères du gouvernement, adopter une définition de l'antisémitisme qui fait explicitement l'amalgame avec le sionisme et avec toute critique de la politique de l'État d'Israël, et enfin mettre sous tutelle administrative le département d'études proches-orientales et africaines. C'est une attaque sans précédent à la liberté académique. Une ingérence encore une fois manifestement illégale.

Ce qui n'empêche pas des agents du ministère de l'Intérieur de faire irruption à nouveau dans les dortoirs la nuit tombée à la recherche d'étudiants étrangers. Cette fois ils sont munis de mandats d'arrêt. Ils ne trouvent pas ce qu'ils cherchent, car de nombreux étudiants ont fui chez des amis, pour se mettre en sécurité. La peur vide le campus à la veille du *spring break*, semaine de vacances en temps normaux.

(On ne le sait pas encore, mais à l'aéroport international de Boston, Rasha Alawieh, professeure et médecin à Brown University, dans le Rhode Island, passe la nuit et les prochaines trente-six heures en détention sans explications suite à un déplacement familial au Liban. Malgré l'ordre d'un juge fédéral de ne pas la déporter, son visa est révoqué et elle est embarquée de force sur un avion pour Paris dimanche matin.)

## **Vendredi 14 mars**

C'est au grand jour et dans l'État voisin du New Jersey que des agents arrêtent une seconde étudiante, elle aussi palestinienne, Leqaa Kordia. Elle a déjà été arrêtée l'an dernier lors des manifestations sur le campus. Son visa étudiant lui a été révoqué depuis. Une troisième étudiante, Ranjani Srinivasani, d'origine indienne, échappe aux autorités et s'enfuit au Canada. Leur faute à elles aussi : avoir des opinions politiques que le gouvernement n'approuve pas.

Toujours aussi fin, le président Trump clôt la semaine avec un autre tweet : « Shalom Columbia », se félicite-t-il, saluant le travail de sa nouvelle « *task-force* pour combattre l'antisémitisme ».

•

Dans les livres d'histoire, la mise en place d'un régime se déroule à la lumière de l'enquête scientifique, avec l'inévitabilité d'un récit dont on connaît l'issue. On aligne les preuves, on souligne les moments clés, on identifie l'erreur fatale et l'instant critique où tout bascule. On est soulagé de pouvoir se dire que ce n'est pas nous. Vivre cela en direct est une expérience différente, schizophrène, où le quotidien continue alors que tout commence à chavirer, mais hors-champ, dans l'attente d'une notification, la peur de l'inconnu. Le temps devient une notion relative, un présent constant, épais et oppressant, dont on ne voit plus l'issue. Les Allemands comprenaient-ils ce qui leur arrivait en 1933 ? Sans doute pas plus que nous ne savons ce qui nous attend demain.

Mais deux choses sont claires au bout de cette semaine.

La croisade idéologique que mènent depuis longtemps les Républicains contre les universités américaines – « les universités ce sont l'ennemi » disait le futur vice-président J. D. Vance, un diplômé de Yale, déjà en 2021 – est devenue une guerre réelle, une attaque frontale qui vise tout simplement à les soumettre, voire à les briser. Après avoir conquis les leviers du pouvoir politique et infiltré le judiciaire, coopté les grandes fortunes ainsi qu'une grande partie des médias et des réseaux sociaux ; ayant commencé à éviscérer les agences fédérales pour le climat et la santé, et des administrations dont dépendent des millions d'américains et de gens à travers le monde ; et ayant ouvert la chasse aux immigrés, aux transgenres et autres minorités visibles, même aux mots suspects de « wokisme » qu'ils ne veulent pas entendre dans les salles de classe (plus de deux cents, parmi lesquels on trouve « racisme », « injustice », mais aussi « femmes enceintes », « pronoms », même « historiquement »...) – les Républicains s'en prennent désormais à l'un des derniers bastions de la pensée libre dans le pays.

Leur cheval de Troie dans cette attaque, le fil rouge qui relie les coupes budgétaires aux arrestations criminelles et les tweets nauséabonds de Trump, c'est ce gigantesque canular d'un antisémitisme systémique à Columbia et plus en général



dans le monde universitaire. La question n'est pas de savoir s'il y a eu des actes ou propos à caractère antisémite à Columbia ; bien sûr qu'il y en a eu, comme ailleurs, pas plus qu'ailleurs, et sans doute moins qu'ailleurs (dans l'écrasante majorité des cas, c'est d'un vague sentiment d'insécurité dont il a été question, non pas de danger ou d'agressions réelles). Il est peut-être utile de rappeler ici que Columbia est une des universités les plus prisée par les étudiants juifs, qui comptent pour pas moins d'un quart de la population étudiante sur le campus. Par ailleurs, le mouvement de soutien à la population gazaouie est parti d'associations étudiantes juives, entre autres. Et pourtant, l'image d'un campus antisémite s'est installée dans les esprits. Pourquoi ?

Le cynisme avec lequel des Républicains qui ne cachent plus leurs saluts nazis ont instrumentalisé l'antisémitisme pour retourner des lois antidiscriminatoires contre ceux qui luttent contre ces mêmes discriminations est sidérant, mais pas surprenant. Ce qui reste à comprendre, c'est comment on a pu les laisser faire, comment certaines personnes ont pu être aussi dupes de leurs intentions. Comment l'administration universitaire a pu céder d'emblée le terrain sur cette question l'an dernier, se pliant mainte fois aux intimidations, avalant l'accusation infondée par le biais d'une commission d'enquête interne inadéquate et complaisante, pratiquant constamment deux poids deux mesures face au désarroi d'étudiants israéliens et palestiniens, et ne trouvant rien de mieux que d'appeler la police pour faire arrêter ceux d'entre eux qui demandaient à ce que leurs frais de scolarité ne financent plus les bombes à Gaza. Il faudrait savoir pourquoi tant de médias ont, à leur tour, alimenté cette image d'étudiants pro-terroristes, déformant leurs propos pour délégitimer leur cause, légitimant à contrario des campagnes massives de surveillance, d'intimidation, de diffamation et de délation publique dont sont victimes depuis plus d'un an étudiants et professeurs – dont de nombreux juifs – à Columbia. Enfin, il faudrait que tous ceux qui ont permis à ce mensonge de s'installer se rendent compte de leur aveuglement et de leur complicité involontaire avec ce qui se passe aujourd'hui à Columbia (et demain ailleurs, sans doute). Il n'est peut-être pas trop tard pour que la grande abdication morale des derniers dix-huit mois ne devienne aussi une abdication de la démocratie.

Shalom Mahmoud.

Shalom Columbia.

Mais « shalom », ça veut surtout dire « paix » en hébreu. Il est grand temps de s'en rappeler et d'arrêter cette instrumentalisation insensée de l'antisémitisme derrière laquelle le régime se met en place.

**Thomas Dodman**

HISTORIEN, PROFESSEUR A L'UNIVERSITE DE COLUMBIA